

3337

Au mot d'ordre :

Paix en Indochine

les travailleurs doivent répondre :

Retrait du corps expéditionnaire

Un moment où la question d'Indochine revêt chaque jour une importance plus capitale, il est bon de faire un tour d'horizon complet, de rappeler les positions de la F.C.L. et son analyse des faits.

Les répercussions de l'action du peuple indochinois se présentent sous un double aspect révolutionnaire suivant les lieux où cette action se fait sentir.

En France d'abord, par les réactions qu'elle provoque dans la classe ouvrière, il est facile de se rendre compte de toutes les difficultés que crée la guerre pour la bourgeoisie.

Le capitalisme français, lui, retire de la guerre d'Indochine les avantages que tout capitalisme retire d'une guerre impérialiste. Elle lui permet de faire utiliser en dépenses de guerre une partie importante du revenu national et de trouver ainsi un palliatif aux

contradictions de son système économique.

Cet expédition serait bon si la guerre d'Indochine rencontrait un écho favorable parmi les masses. Ainsi, des dépenses énormes pour la guerre se trouveraient justifiées devant les travailleurs.

Malheureusement (pour la bourgeoisie) la guerre d'Indochine se heurte à l'hostilité croissante de couches de plus en plus larges de la population et les dépenses exorbitantes qu'elle provoque soulèvent l'indignation générale. Ceci explique, en partie, qu'une fraction de la bourgeoisie soit partisane de cesser l'expédition (ce qui permettrait ainsi de transformer le budget d'Indochine en budget de défense nationale et reviendrait à peu près au même, du point de vue de la gestion capitaliste).

La question du budget d'Indochine

Cinquante-sixième année. — N° 386

JEUDI 25 MARS 1954

Le numéro : 20 francs

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

REDACTION-ADMINISTRATION :

145, quai de Valmy, Paris (10^e)

C.C.P. R. JOULIN — PARIS 5561-76

ABONNEMENTS

FRANCE-COLONIES : 1 AN : 1.000 fr.

6 MOIS : 500 fr.

AUTRES PAYS : 1 AN : 1.250 fr.

6 MOIS : 625 fr.

Pour tout changement d'adresse joindre

30 francs et la dernière bande

On continue à se moquer des travailleurs nord-africains

La presse maconnaise nous a informé de la création d'un centre de service médical gratuit qui aura lieu à la Croix-Rouge à l'intention des Nord-Africains. Nos médecins maconnais sont des malins :

1^{er} Ils ont peur de perdre leur clientèle par crainte de la présence de vilains Nord-Africains dans leur salon d'attente, et prennent des mesures pour satisfaire « l'honorable clientèle » qui pense que « les gens comme il faut ne doivent pas se mélanger avec ceux comme il ne faut pas ».

2^{me} Ils donnent l'impression de faire un geste de charité d'une grande indiscutée, la mode de l'Abbé Pierre se porte beaucoup cette année.

Quant aux Nord-Africains eux-mêmes, ils pensent qu'ils doivent simplement être considérés comme les autres « citoyens », qu'ils ont le droit comme tout citoyen de recevoir des soins chez n'importe quel médecin de leur choix. Enfin, ils pensent qu'au lieu de créer un centre médical, on ferait mieux d'empêcher les germes de maladies en les logeant ailleurs qu'au remblais.

A un camarade nord-africain qui se présente pour être embauché à l'usine Monet-Goyon, on répond que l'on n'accepte aucun « étranger ». Soit dit en passant, l'armée est moins difficile, elle considère les Nord-Africains comme « Français » pour les envoyer au casse-pipe en élite de ligne.

Inscrivez-vous, dès aujourd'hui, pour cette SOUSCRIP-

TION SPECIALE, en nous signa-

lant le chiffre souhaité (500 fr.

ou 1.000 fr.), « le Libertaire »

s'engageant à publier régulière-

A NOS LECTEURS

Deux bonnes nouvelles

LE LIBERTAIRE peut « s'en sortir »

méro, ce qui nous assure d'une trésorerie équilibrée.

Mais il reste à combler notre déficit. Il reste que nous devons encore à nos fournisseurs 1 million 250.000 fr., que nous nous sommes engagés à régler sur la base suivante : un règlement de 150.000 fr. que nous avons déjà effectué à l'imprimerie et 27 traitements mensuels de 40.000 fr.

La situation est donc claire : notre « Libertaire » peut paraître régulièrement avec un budget désormais équilibré, mais il faut nous aider à combler le déficit accumulé jusqu'à ce jour :

Pour cela, que faut-il ?

Il suffit que 50 camarades et lecteurs versent 1.000 francs par mois pendant 22 mois (ou que 100 camarades versent 500 francs)

Inscrivez-vous, dès aujourd'hui, pour cette SOUSCRIP-

TION SPECIALE, en nous signa-

lant le chiffre souhaité (500 fr.

ou 1.000 fr.), « le Libertaire »

s'engageant à publier régulière-

Ainsi Le Libertaire peut vivre, la F.C.L. se développer

Nous ouvrirons donc, dès aujourd'hui, nos deux souscriptions :

LE LIBERTAIRE VIVRA

POUR LE LOCAL

Camarades, nous comptons sur vous. Grâce à vous, la F.C.L. et son « Lib. » peuvent devenir rapidement des forces avec lesquelles il faudra compter.

Le Comité National de la Fédération Communiste Libertaire.

ment la liste complète des versements. Et la vie du « Lib. » sera assurée.

UN NOUVEAU LOCAL POUR LA F.C.L. EN PLEIN CENTRE DE PARIS,

Grâce à l'initiative d'un groupe de camarades — et aux fonds qu'ils ont pu avancer, près de 500.000 francs — la F.C.L. va pouvoir disposer, dans quelques semaines, d'un nouveau et vaste local, en plus de notre Librairie Sociale, du 145, quai de Valmy.

Enfin, un siège digne de notre organisation va permettre aux services de la F.C.L. de fonctionner dans de bonnes conditions matérielles et d'accueillir nos camarades en plein centre de Paris.

Ainsi, ce qui était attendu depuis des années :

1) UNE GESTION MIEUX ÉQUILIBRÉE;

2) DES LOCAUX SUFFISANTS

se réalise enfin, démontrant que nous sommes dans la bonne voie et que nous pouvons enfin disposer des moyens matériels qui nous faisaient défaut jusqu'ici, ce qui nous interdisait de recueillir tous les fruits de nos efforts.

Mais là encore, camarades, il faut tous nous y mettre. Le bail, l'aménagement du local, le mobilier indispensable, tout se paie. Et il faut aider les premiers souscripteurs.

Souscrire, souscrire encore. Inscrivez-vous à la souscription « POUR LE LOCAL »

Elections en Seine-et-Oise

Sous le signe du racolage

POUR le deuxième tour de scrutin, les étrangers qui se débattaient dans le marécage électoral seine-et-oisien ont fini, après bien des tergiversations, par s'entendre sur le nom de Peyrolles. Face à elle se trouvait André Stil, le candidat P.C.F.

Si la campagne électorale du premier tour s'était faite sous le signe de la confusion, celle du deuxième tour s'est faite sous le signe du racolage. Chaque candidat s'est déguisé, pour la circonstance, en condottiere et s'est mis à pourchasser l'abstention.

Dire que les résultats furent brillants est fort exagéré, car sur 454.887 inscrits, il n'y a eu que 294.036 suffrages exprimés. Soit 160.840 abstentions qui ne peuvent être que conscientes après la campagne inlassable de porte à porte qui a été menée tant par les communistes de Duclos que par l'ancien peyrollien.

Michel MAILLA.
(Suite page 2, col. 4.)

VENDREDI 26 MARS
à 20 heures 30

LE LIBERTAIRE

FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

présente son

Grand Gala de Printemps

au profit des œuvres sociales de notre organisation

Charles BERNARD
du Grenier de Montmartre

Rémy CLARY
et ses chansons

Les Frères DEMARNY
les jumeaux de la chanson

Yves DENIAUD

Marcelle GILLES

LETY del SEGURA
danseuse-danseuse espagnole

LILETTE et PHILIBERT
les enfants terribles de la chanson

MONTILLA
le mime espagnol

Charo MORALES
danseuse classique espagnole

PICOLETTE
la comédienne-chanteuse

Les sœurs SOLERS

SOURIS
des Trois Baudets

LA CHORALE DES AUBERGES DE LA JEUNESSE

Christiane VERGER
accompagne au piano
PICOLETTE

Le spectacle sera présenté par
FÉNICA

SALVADO
au piano d'accompagnement

Yves GIBEAU
auteur de
ALLONS Z'ENFANTS

Daniel GUÉRIN
auteur de
AU SERVICE DES COLONISES

... dédicaceront leurs œuvres

Retirez dès maintenant vos places à notre permanence, 145, quai de Valmy, Paris-X^e. Métro Gare de l'Est ou Château-Landon, ouvert de 9 h. à 13 h. 30 et de 14 h. à 19 h. 30

Des places sont réservées et numérotées dans l'ordre de vente des billets. Retirez le plus tôt possible vos billets.

Les Guichets au Palais de la Mutualité seront ouverts à 20 heures.

ATTENTION !!!

LES FASCISTES NE FERONT PAS LA LOI AU QUARTIER LATIN

Les étudiants sauront liquider leurs groupes de choc !

Au cours de deux manifestations des étudiants au quartier Latin ces temps derniers, des bagarres furent déclenchées par des groupes fascistes.

Rappelons-nous la trentaine de provocateurs Action Française ou assimilés qui, lors de la grève de l'Université du 26 février, forcèrent les piquets de grève à la Faculté de Droit, frapperent plusieurs étudiants placé du Panthéon et cherchèrent à susciter des bagarres qui eurent immédiatement amené sur les lieux les cars stationnés à proximité.

C'est au cours de la Journée Anticolonialiste, le 4 mars, à deux reprises, que de nouvelles bagarres s'engagèrent, plus violentes que celles du 26. Un meeting devait se tenir dans la cour de la Sorbonne ; mais il fut interdit par le recteur. C'est sans doute la raison qui fit que celui qui eut lieu dans la cour de l'Institut H. Poincaré fut déroulé dans le calme : les perturbateurs s'amènent en force à la Sorbonne, malmenant un portier qui leur en interdisait l'accès. Au cours de la manifestation, des étudiants de la F.C.L. distribuèrent un tract montrant notre solidarité avec la lutte révolutionnaire des peuples coloniaux.

Mais, alors que les participants du meeting étaient déjà dispersés, une soixantaine de voeux de l'Action Française, des Jeunesse patriotes et du R.P.F. qui s'étaient joints pour la circonstance, se précipitèrent vers les quelques camarades qui étaient encore là.

Bien qu'en nombre restreint, nous sommes prouver, seuls, face à cette horde hurlante, que la F.C.L. est un nouvel révolutionnaire du quartier Latin dont il faut tenir compte. Regroupés à un coin de rue, scandant nos mots d'ordre, nous pîmes les tenir en échec en leur montrant que la bagarre se serait déroulée bien autrement si seulement nous avions été la moitié d'eux.

Dans la soirée, quelques participants

du meeting, dont quatre de nos camarades, furent encore pris à partie par la même bande des sbires dix fois supérieure en nombre, sous l'œil fermé, bienveillant, de la police.

Il faut signaler que les étudiants de la F.C.L. et quelques isolés de minorité de gauche furent les seuls, au cours de cette journée anticolonialiste, à tenir tête aux fascistes.

MAIN TENDUE
P.C.F., ACTION FRANÇAISE

A aucun moment nous ne fûmes aidés par les étudiants du parti communiste français, pourtant participants au meeting anticolonialiste, qui, appliquant les directives d'alliance avec tous les bons Français, s'étaient éclipsés.

En effet, l'Action Française, les Jeunesse patriotes, les gaullistes sont « contre la C.E.D. » !

Un cours de la réunion du comité de liaison des organisations étudiantes de gauche, le responsable du parti communiste préconisa l'alliance avec les fascistes contre cette C.E.D., soulevant l'indignation des institutions.

En premier objectif, nous éjecterons les voeux de l'Action Française du quartier Latin.

Les Etudiants de la F.C.L.

P.C.F. ont dû s'y rallier à contre-cœur, qu'un comité d'action antifasciste allait être constitué pour débarasser le quartier Latin de la horde fasciste !!

DES MAINTENANT, AUX PROVOCATIONS OPPOSONS UN REGROUPEMENT ANTIFASCISTE ET REVOLUTIONNAIRE

Deux manifestations sont déjà plus que suffisantes pour avérter les étudiants qui ne s'agit pas de s'endormir dans une quétitude illusoire.

Ces ligues fascistes qui résurgissent en s'attaquant aux mouvements étudiants, c'est la naissance d'un régime qui ne crut pas de s'engager dans la voie policière pour surmonter son incapacité d'organisation sociale.

Dans leur secteur, les étudiants, solidaires des luttes que mène la classe ouvrière, sauront prouver, par leur vigilance et leur action, qu'ils sont prêts à s'opposer par tous les moyens à la fascisation progressive des institutions.

En premier objectif, nous éjecterons les voeux de l'Action Française du quartier Latin.

Les Etudiants de la F.C.L.

INDOCHINE

(Suite de la première page)

nomique, dans la destruction de la vieille société, se créent les conditions nouvelles qui permettront à l'industrie et à l'agriculture de prendre l'essor et le développement nécessaires à l'élaboration de la société communiste libératrice.

C'est ensuite dans la mesure où le prolétariat international, par sa lutte de plus en plus intense contre tous les impérialismes, épaulera le prolétariat indochinois, que sera amoindri le danger de voir s'installer en Indochine une bureaucratie typiquement stalinienne.

Sans l'éclatement d'actions révolutionnaires puissantes dans d'autres pays capitalistes avancés, la guerre d'Indochine n'aboutira certainement pas à une révolution communiste libératrice, mais cette guerre d'Indochine ouvre sans cesse de nouvelles perspectives au prolétariat international et de ce fait s'inscrit en plein dans la lutte du TROISIÈME FRONT prolétarien.

Les tractations des diplomates des impérialismes de l'Ouest et de l'Est ne trompent personne. De même d'ailleurs que les mots d'ordre de « Paix en Indochine » lancés par la direction du P.C.F., sans savoir de quelle paix il s'agit (celle qui servira les avantages du Kremlin, en tout cas !)

Ils se sont détachés de la classe ouvrière qui n'avait rien à faire dans cette mascarade. La classe ouvrière n'a pas voté, elle a répondu au chantage, à l'appel au chauvinisme, à la guerre par le silence.

Un silence lourd de conséquence pour l'avenir.

Un silence qui signifie que face au néo-fascisme du capitalisme américain, face à la bureaucratie impérialiste des faux socialistes se dresse un troisième front prolétarien révolutionnaire qui protégera sa véritable expression exacte dans notre fédération communiste libertaire. Il faudra compter à l'avenir avec ce troisième front.

michel MALLA

N.-B. — Et voilà que Isorni demande publiquement à Mme Peyrolles de s'abstenir lors du vote sur la C.E.D. (« Paris-Presse », du 19-3). Peyrolles s'abstendra sans doute. Ses amis et ses ennemis de Seine-et-Oise auront bonne mine.

Sous le signe du racolage

(Suite de la première page)

Remarquons que le 17 juin 1951, aux dernières élections législatives, il y avait 443.197 inscrits pour 359.281 suffrages exprimés. A cette époque les formations politiques se plaignaient beaucoup des abstentions bien moins nombreuses qu'aujourd'hui. Maintenant la grande presse crie « victoire », sa candidate a été élue.

Elle a été élue avec 138.394 voix contre 125.957 à Stil.

Elle a bénéficié de tous les suffrages de la plus oïdeuse bourgeoisie, du catholicisme militant et de bénir, des suffrages des radicaux, des pétainistes, des socialistes mous et demi-mous, de quelques ouvriers abusés qui reviendront bientôt de leur erreur.

De son côté le candidat du P.C.F. a bénéficié des suffrages des laïcs, des anti-C.E.D., des catholiques « de gauche », des socialistes durs, des abstentionnistes du printemps, convertis de dernière heure-pour-avoir la paix, des vieillards secourus par les municipalités du parti.

Cela forme de bizarres amalgames et on ne peut guère tirer de conclusion d'une telle foire électorale quant à la force de telle ou telle formation politique !

Les communistes de Duclos ont axé encore leur campagne du deuxième tour contre la C.E.D. Ils ont présenté sur leurs tracts beaucoup de casques allemands. Certains coiffaient de jeunes militaires énergiques, d'autres des caricatures de Mme Peyrolles (cela

n'a pas fait plaisir à la pauvre fille).

Timidement, ils ont rappelé qu'ils étaient aussi un parti ouvrier en réclamant les 25.166 fr. et en se déclarant contre la réaction et la misère... Peyrolles est pour la famille, elle une propagande vaut l'autre...

Les gens du P.C.F. ont beaucoup parlé « d'Adenauer qui rime avec Eisenhower » (cf. Duclos). Ils ont appelé, à leur rescoufse Herriot, Daladier, Terrenoire, Michelet et Bonnefous, hommes politiques peu reluisants s'il en est.

Ils se sont détachés de la classe ouvrière qui n'avait rien à faire dans cette mascarade. La classe ouvrière n'a pas voté, elle a répondu au chantage, à l'appel au chauvinisme, à la guerre par le silence.

Un silence lourd de conséquence pour l'avenir.

Un silence qui signifie que face au néo-fascisme du capitalisme américain, face à la bureaucratie impérialiste des faux socialistes se dresse un troisième front prolétarien révolutionnaire qui protégera sa véritable expression exacte dans notre fédération communiste libertaire. Il faudra compter à l'avenir avec ce troisième front.

michel MALLA

N.-B. — Et voilà que Isorni demande publiquement à Mme Peyrolles de s'abstenir lors du vote sur la C.E.D. (« Paris-Presse », du 19-3). Peyrolles s'abstendra sans doute. Ses amis et ses ennemis de Seine-et-Oise auront bonne mine.

Les Témoins du Christ

(Suite de la première page)

Roux, employé des P.T.T. en retraite, présentement Christ des son état et chef de la secte des « Témoins », appelle encore « Eglise Nouvelle Universelle » (2.000 membres environ), se félicite de la mort de la petite Chantal, mort qui lui a permis de rejoindre Dieu, père présumé du facteur-Christ.

On se rappelle alors qu'en décembre 1953, un enfant est mort à Gap, dans des circonstances identiques, évidemment entouré de Témoins du « Christ Retrouvé » de Montfavet. Du coup, ce qui n'avait jusqu'alors semblé que visible aux braves gens, devient, avec ces morts de gosses, oïde. On chahute les réunions des Témoins (car ceux-ci, pas nous, profitent des événements pour faire « mousser » leur propagande et organiser meeting sur meeting), on casse la gueule aux disciples du Christ, on balance même le gendre du culé-çi dans une fontaine publique de la Durance. Quant à la presse, évidemment, elle hurle et orchestre les hurlements. La feuille éducative et scientifique France-Dimanche, bien connue, en profite pour remplir deux grandes pages aux seules fins de révéler « toute la vérité » sur l'affaire, admirable conscience professionnelle !

Partout, dans le pays, on n'entend maintenant qu'un cri : « Assassins ! », et les braves gens, écume aux lèvres, révèlent d'écharper ces fanatiques, ces illuminés, qui croient à un facteur et ont la mort de deux enfants sur la conscience.

Parce que les catholiques, eux, on ne la leur fait pas, avec l'obscuran-

tisme. Ils croient au Pape, ça c'est sérieux et puis, Lui, travaille en grand et a autre chose que deux moutards à son actif et à celui de son Eglise ! Ces mêmes braves coeurs s'escalfent, puis s'indignent devant les égards qu'ont pour le cinglé de Montfavet ses disciples alors qu'eux, à Listieux, Lourdes, et enfin à Rome, adorent, idolâtent consciemment et mouillent leurs sous-vêtements intimes d'une ferveur toute sacrée quand paraît la momie pontificale, vautrée sur une litige d'ordre. Des œufs purs dans des corps sains, des gens normaux, quoi !

En bien non, braves gens. Désolés de vous chagrinier, mais nous autres, communistes libertaires, disons que le fanatisme des Témoins n'a rien que de très normal. Il s'agit, en somme, de la mystification religieuse portée à son plus haut degré, voilà tout. Et ce n'est ni la première fois, ni la dernière, que l'obscurantisme se dresse contre la médecine, contre la science. Non, messieurs de l'Aurore et autres mauvais lieux, chercher les cœurs ne résoudra pas le problème. La solution de celui-ci est dans l'action révolutionnaire qui renverra le régime capitaliste et ses monstrueuses idoles aux oubliettes et ses églises et ses religions, toutes ses religions. Alors ce jour-là, et seulement ce jour, les petits enfants ne mourront plus sous les griffes d'un Christ de Montfavet ou d'ailleurs. Et le Pape devra se mettre à bosser comme tous les autres hommes, ça sera le meilleur moyen de nous en débarrasser le plus rapidement.

socialies, en même temps qu'histoires, l'auteur de *Fascisme et Grand Capital* et de *La Lutte de Classes sous la Première République*, deux ouvrages déjà classiques, a voulu appliquer à l'étude de l'Amérique les méthodes d'analyse mises au point dans ses travaux antérieurs.

A son avis, il y a aux Etats-Unis un conflit fondamental : d'un côté de la « barricade », les grands monopoles capitalistes, dont le jeu écrase et pervertit toute la société américaine ; de l'autre, les diverses forces sociales « progressives » qui, à des titres divers, ont à souffrir de la domination des trusts et tendent à faire front contre celle-ci : ce sont les ouvriers, en premier lieu, puis les fermiers pauvres et les nègres.

(Suite de la première page)

ce que l'on appelle : « l'alliance avec tous les bons Français ». Nous, communistes libertaires, appelons cet in-fâme marchandise, une trahison !

Cette planification capitaliste permet évidemment une production plus économique, mais les consommateurs n'en profitent pas : tout le bénéfice revient au patronat. Bien plus, l'amélioration de la productivité amène inévitablement à la fermeture d'usines, à la suppression et donc au chômage, aux bas salaires. Le cycle infernal : productivité, augmentation des bénéfices, impossibilité d'écoulement, crise économique s'accélère, et l'échéance (la guerre) approche.

La planification communiste libertaire, elle, répartit également, sans privilégiés, la production entre toute la population. Toute augmentation de la productivité se traduit donc par une amélioration du niveau de vie, semble pour tous, et une diminution du nombre d'heures de travail. Comme le profit n'existe pas, la crise économique résultant de l'accumulation des bénéfices — ne risque pas d'éclater.

* * *

Mais si les causes premières sont économiques, la raison d'être immédiate de la C.E.D. est stratégique. En effet, la

ligue des Dien-Bien-Phu, victimes de l'impérialisme ?

Ils sont morts pour la révolution sociale mondiale. Tous les travailleurs doivent prendre conscience que la lutte du peuple indochinois est aussi leur lutte et ils ne doivent pas tolérer que ces 3.000 hommes soient morts pour rien. C'est pourquoi ils dénonceront partout la trahison qui s'élabore.

— Une seule paix est possible en Indochine :

RETRAIT DU CORPS EXPÉDITIONNAIRE !

Les travailleurs ne doivent pas en accepter d'autre !

En raison de l'abondance d'articles d'actualité le reportage :

POINT DE VUE SUR LA QUESTION MAROCAINE

est reporté au prochain numéro.

pose de deux volumes. Dans le premier, paru en juin 1950, il capte les deux principaux antagonistes : les Trusts, le Travail. Le livre s'ouvre par une description impitoyable, bien que d'une rigueur exactitude, de ce qu'il appelle la « tyrannie » : le règne des monopoles. Il montre comment la concentration économique s'est aggravée dans les dernières années aux Etats-Unis et quels ravages les trusts exercent dans les différents secteurs de la vie américaine. Le tableau est saisissant et n'avait jamais été brossé avec un tel relief.

Dans le volume II, paru en juin 1951,

Communauté Européenne de Défense représente l'encerclement militaire des pays de l'Est, la présence de l'armée allemande aux portes de la Russie ; encerclement exigé par les gros trusts internationaux (mais à majorité américaine des actionnaires), initiateurs du Pool et de la C.E.D. Ces trusts n'ont plus d'autres moyens pour contenir la concurrence de l'Union Soviétique et l'obliger à ouvrir ses marchés, notamment le marché chinois.

La contre-proposition de Molotov d'un traité de sécurité entre les trente deux pays d'Europe (alors que la C.E.D. porte sur six pays seulement), présentée à la Conférence de Berlin, est peut-être plus habile, mais ne vaut guère mieux : c'est une duprerie. La paix ne peut être assurée par des conférences militaires. Seule la disparition du capitalisme, y compris le capitalisme d'Etat de l'U.R.S.S. assurera définitivement la paix.

Les arguments des adversaires comme des partisans des accords de Bonn et de Paris portent à côté de la question. Schuman a raison de dire que si l'Allemagne n'est pas intégrée à la C.E.D. elle restera seule et ne sera que plus dangereuse. Herriot a raison de répondre à l'accusation de faire le jeu de l'U.R.S.S., que l'U.R.S.S. était bien plus dangereuse au moment du pont aérien de Berlin. Ces arguments, qui prennent fait et cause pour l'un ou l'autre des deux impérialismes, ne nous intéressent pas.

Les autres arguments sont d'ordre sentimental, souvent réactionnaires et impuissants à engendrer une solution conforme aux intérêts ouvriers. Il est lamentable de voir les travailleurs communistes s'associer à de telles positions. « Nous sommes prêts à faire l'alliance avec tous les Français quels qu'ils soient » (Thorez).

De Gaulle déclare (12 novembre) : « Le traité de ratification représente, en fait, un acte qui déchire profondément la nation française, qui lui enlève sa souveraineté et son armée, qui foule aux pieds ses traditions les plus intimes et qui viole ses institutions, qui sépare sa défense de celle de l'Union Française. »

« L'Humanité », reniant l'internationalisme prolétarien, exalte la haine du Boche, le chauvinisme, le patriotisme d'une manière écoeurante.

« L'Humanité » veut nous faire croire que les Allemands (y compris la classe ouvrière allemande) sont en bloc mauvais, alors que la masse des travailleurs allemands s'élève contre la C.E.D. comme contre tout réarmement.

« L'Humanité » ne se rend-elle pas compte que lutter contre la C.E.D. sur le plan patriotique c'est encore collaborer à la préparation psychologique de la guerre ? Mais « L'Humanité », qui n'hésite pas à faire dans ses colonnes publicité des déclarations de Daladier (« l'homme des camps de concentration, le fusilleur des communistes de 1939 », de Herriot et de

HISTOIRE ET DOCTRINE

La Commune de Cronstadt Vive Cronstadt Rouge avec le pouvoir des Soviets libres

La commune de Kronstadt est, sans doute, jusqu'aujourd'hui, l'épisode le plus ignoré de la Révolution Russe. Elle en fut pourtant un des points culminants et sans doute le plus important, mais le mythe du silence dressé par Lénine et Trotzki et leurs fidèles a pu longtemps empêcher toute information large et documentée sur l'époque kronstadienne.

Aujourd'hui, les études documentées de Berkman, Voline et Ida Mett ont fait justice des ragots que la bureaucratie bolchevique dut utiliser pour tenter de justifier l'atroce répression

LES MOTS D'ORDRE DES "IZVESTIA" DE CRONSTADT

- Tout le pouvoir aux Soviets et non aux partis.
- Les Soviets et non pas la Constituante sont le rempart des travailleurs.
- Vive Kronstadt rouge avec le pouvoir des Soviets libres.

qu'elle ordonna contre la Troisième Révolution de Kronstadt. La publication des proclamations et des textes les plus importants des « Izvestia » de Kronstadt, le récit détaillé des rapports de Kronstadt avec le pouvoir d'Etat bolchevik et avec le parti communiste russe, ont prouvé que la commune de Kronstadt n'avait été ni un complot réactionnaire, ni une réaction d'inspiration petite bourgeoisie, où un aspect de la « contre-révolution paysanne ».

Les admirateurs inconditionnels de

Lénine et Trotzki sont eux-mêmes fort embarrassés et leur silence ou leurs « explications » laborieuses sont l'aveu de leur impuissance à justifier clairement l'attitude des dirigeants bolcheviks contre Kronstadt. Lénine lui-même n'apporta jamais aucune précision, aucune preuve de ses allégations sur la « contre-révolution » de Kronstadt. Et Trotzki, qui semble plus embarras encore, resta toujours évasif.

Même, chez lui, les accusations de 1921 céderont la place dans ses derniers écrits à une appréciation plus nuancée : il fallait que le pouvoir bolchevik assure par tous les moyens une unité totale de la Russie et il ne pouvait tolérer aucune divergence, aucune particularité. Les calomnies de 1921 étaient mises au recart.

*

Le programme de Kronstadt est, sans doute, confus en plus d'un point. C'est que des éléments relativement arrêtés s'étaient fait entendre, et cela, nous ne l'avons jamais nié : le mouvement fut populaire, spontané, et non décidé selon une vue parfaitement cohérente, malgré la participation de nos camarades, assez nombreux à Kronstadt. Toutefois, tel quel, le programme de Kronstadt était fondamentalement communiste, il se trouvait en avant du programme bolchevik et non en arrière. Le mot d'ordre était : « Contre la Contre-Révolution de droite et la Contre-Révolution de gauche ». La revendication du pouvoir aux soviets locaux ne visait nullement au séparatisme et ne s'opposait en aucune manière aux centralisations nécessaires, comme on feint de le croire Lénine et Trotzki. Elle exprimait, dans les conditions de l'époque, la

CRONSTADT, avant-garde communiste libertaire de la Révolution russe

conception du communisme libertaire opposé à l'« étatisme » « socialiste », la conception fédéraliste opposée au centralisme bureaucratique.

Il n'est pas question (Voline le reconnaît dans sa « Révolution Inconnue ») de nier que des éléments réactionnaires se félicitèrent du soulèvement de Kronstadt. Lénine et Trotzki en ont tiré argument. Ils oublièrent que la réaction capitaliste tira argument aussi de la traversée de l'Allemagne par Lénine en 1917 pour affirmer que ce dernier était un agent allemand inspirant la Révolution Russe pour affaiblir les ennemis de l'Allemagne. La

réaction se félicite toujours — au début — de ce qu'elle prend pour une rupture du front révolutionnaire, mais lorsqu'elle s'aperçoit de la véritable nature de l'insurrection, elle a tôt fait de changer d'opinion. Il en fut ainsi pour Kronstadt. Lorsqu'il fut évident que la commune de Kronstadt représentait une avant-garde communiste, la réaction fit le silence.

*

Une question reste, la question fondamentale : Pourquoi Lénine et Trotzki choisirent-ils la terreure contre Kronstadt ?

Le fait qu'ils aient été eux-mêmes embarrassés pour expliquer leur attitude, que très souvent ils se soient réfugiés dans le silence, la gêne de leurs partisans, surtout lorsqu'ils poussent la curiosité jusqu'à se reporter aux documents (et nous connaissons d'anciens communistes, d'anciens trotskistes que la connaissance plus précise de Kronstadt, ont ébranlé et éloigné de leurs partis), et aussi les difficultés éprouvées par des hommes comme Rosmer, dans « Moscou sous Lénine » pour tenter d'excuser les chefs bolcheviks, tout cela montre clairement que les véritables mobiles de l'attitude bolchevique restent à mettre en lumière.

Incontestablement, les conditions économiques de l'ensemble de la Russie n'étaient nullement favorables à la construction du communisme. Mais rien ne prouve que le programme et les méthodes bolcheviques étaient les plus indiquées pour orienter la Russie vers le socialisme dans la perspective de l'extension de la Révolution aux autres pays.

Par ailleurs, rien dans le programme de Kronstadt n'était utopique ou farfelu à une dispersion des forces. C'est, au contraire, l'inavouable gâchis bureaucratique, la manie ultra-centraliste des bolcheviks réulant par décret le fonctionnement des moindres usines qui portèrent préjudice au fonctionnement le moins mauvais possible d'une économie délabrée. Trente trois ans après la Commune de Kronstadt, les Bolcheviks les plus éminents n'ont pu encore démontrer le danger que constituait Kronstadt et l'impossibilité d'appliquer son programme.

En fait, Lénine et Trotzki ayant choisi une voie, une voie qui portait en germe les pires formes du bureaucratisme, — Lénine s'en aperçut, trop tard, et Trotzki ne fit que subir l'écrasement par le système qu'il avait contribué à créer —, ils ne purent tolérer qu'une autre expérience puisse être tentée. Ils écrasèrent Kronstadt comme ils écrasèrent la Makhnovtchina. Sans discussion.

L'esprit social-démocrate était sous-jacent sous les formules du bolchevisme : C'est par l'Etat que le socialisme devait se réaliser, c'est le Parti qui devait diriger, même contre les masses — il lui suffisait préalablement d'avo « collé » à leurs aspirations pour conquérir l'appareil d'Etat. L'esprit jacobin, cassant, des chefs bolcheviks ne fut pas pour rien non plus dans leur attitude (le fameux « on vous canardera comme des perdrix » de Trotzki en fait foi).

Encore peut-on parfaitement comprendre qu'ils aient été sincères, qu'ils pensaient sincèrement posséder seuls la clé du socialisme. Encore peut-on admettre qu'ils aient estimé dangereux le programme de Kronstadt. Mais leurs plus zélés défenseurs ne peuvent expliquer pourquoi les bolcheviks refusèrent la discussion (ils se contentaient

de l'intermédiaire de Kalinine et Kouzmine de refuser brutalement de prendre en considération les revendications de Kronstadt), pourquoi ils ne firent aucun effort pour éviter le combat, pourquoi, au contraire, ils multiplièrent les préparatifs. Le temps passé par Trotzki et Zinoviev à préparer l'assaut contre « la gloire et l'orgueil de la Révolution » leur aurait permis largement de se rendre à Kronstadt pour s'adresser directement aux travailleurs et aux marins. Une belle initiative pouvait éviter le pire. Cela ne fut pas tenté, les bolcheviks ne tinrent aucun compte des réalités profondes que représentait l'explosion de Kronstadt, leur coup contre Kronstadt signifiait, au contraire, un mépris total des aspirations véritables des masses.

Les anarchistes de Pétrograd, le 5 mars, s'adressèrent au Comité de Travail et de Défense de Pétrograd, en un appel pour envoyer une délégation à Kronstadt afin d'éviter le conflit armé. Zinoviev qui reçut le document fit le silence.

Lénine lui-même ne comprit rien, ou plutôt ne voulut rien comprendre, au mouvement de Kronstadt. Le parti bolchevik, s'il se posa des questions, s'il réfléchit à la suite de Kronstadt, ne le fit que dans le sens du recul de la N.E.P.

Par delà les formules théoriques, les buts lointains identiques, les discussions souvent bizarres sur les classes et le pouvoir, deux conceptions, deux pratiques, deux tendances fondamentales du mouvement ouvrier venaient de s'affronter : du côté de Lénine et Trotzki, la conception du socialisme par un haut, de la dictature du parti, contenant tous les germes de la dégénérescence bureaucratique ; du côté de Kronstadt, la conception du pouvoir ouvrier réel, du parti fondé dans la classe, l'orientation vers le communisme libertaire.

FONTENIS.

lettre de démission d'un communiste de Kronstadt (parmi bien d'autres)

« Je reconnais que la politique du parti communiste a conduit le pays à une impasse sans issue. Le parti est devenu bureaucratique. Il n'a rien appris et ne veut rien apprendre. Il refuse d'écouter la voix des masses et cherche à leur imposer sa propre volonté. (Pensons aux 115 millions de pays !) Il ne peut pas comprendre que seules la liberté de parole et la possibilité pour les masses de participer à la reconstruction du pays à l'aide de procédures électoraux modifiées peuvent réveiller le peuple de sa léthargie.

« Je refuse, dorénavant de me considérer membre du parti communiste. J'apprécie entièrement la résolution adoptée à la réunion de toute la population le 1^{er} mars, et je mets, par conséquent, mes aptitudes et mon énergie à la disposition du Comité Révolutionnaire provisoire.

« Je demande que soit publiée dans le journal la présente déclaration. »

Hermann KANAIEFF,
officier de l'Armée rouge,
fils d'un exilé du procès des 193,
(Izvestia n° 3 du 5 mars).

dre et de préparer les réélections du Soviét.

3 MARS

Les bolcheviks préparent l'attaque contre Kronstadt : ils s'assurent des points stratégiques autour de Kronstadt et Pétrograd, mettent sur pied sous le commandement de Trotzki un corps d'armée spécial, déclenchant une violente campagne de calomnies contre Kronstadt.

Kronstadt répond dans les « Izvestia » et publie les proclamations de son Comité Révolutionnaire, du 4 au 16 mars.

Le 7 mars, Trotzki ordonne l'attaque. Kronstadt ne cède pas aux bombardements et repousse les assauts.

Cronstadt espérait la révolte générale de Pétrograd, de Moscou, pour la « Troisième Révolution ». Mais Pétrograd est terrorisé. Kronstadt faiblit, et le 17 mars les troupes assaillantes prennent la ville qui se défend encore jusqu'au matin du 18. Le massacre est épouvantable. Ceux qui y échappent, finiront dans les camps de concentration d'Arkhangelsk ou du Turkestan.

Le même jour, le gouvernement bolchevik fait officiellement la Commune de Paris !

L'HISTORIQUE DE LA COMMUNE DE CRONSTADT

FEVRIER 18

Le gouvernement (Conseil des Commissaires du Peuple) dissout la flotte, malgré la résolution du Congrès pan-sousse de marins, après octobre 17. Les marins peuvent ensuite signer un engagement individuel. Les marins refusent, puis devant l'ultimatum du gouvernement s'exécutent.

AVRIL 18

L'attaque des bolcheviks contre les groupes anarchistes, à Moscou notamment, l'arrestation de leurs militants, soulève la protestation d'un meeting monstre, place de l'Ancre et du Soviét.

Le Soviét est dissous, un autre, plus docile, le remplace ; la Tcheka s'installe. Le navire de ligne Pétrograd refuse de remettre aux autorités le matelot anarchiste Skourikhine.

FEVRIER 21

Le gouvernement bolchevik démande à Kronstadt d'envoyer des équipes de propagandistes dans les villages. Ces détachements sont ensuite maintenus à l'intérieur.

Des détachements militaires importants sont également prélevés, par exemple, contre le soulèvement de Kaledine dans le Sud.

des éléments lancant des ordres parfois rétrogradés (Assemblée Constituante, retour au commerce libre), les éléments révolutionnaires étant emprisonnés. Kronstadt fait savoir aux travailleurs de Pétrograd qu'elle se dressera contre tout retour en arrière, qu'elle luttera pour une Troisième Révolution vraiment prolétarienne sur les mots d'ordre d'octobre.

Le 28 février, les travailleurs sont écrasés, par les forces militaires bolcheviks.

Le même jour, les équipages des navires « Pétrogradovsk » et « Sébastopol », puis toute la flotte et la garnison de Kronstadt, appuient par des résolutions, les travailleurs de Pétrograd.

LE 1^{er} MARS

Réunion place de l'Ancre, convoquée par la 1^{re} et la 2 escadre de la flotte baltique.

Le président de l'Exécutif central Kalinine et le Commissaire de la flotte baltique arriveront.

Soulèvement des ouvriers de Pétrograd. Mouvement confus, avec

vent à Kronstadt. Ils sont reçus avec les honneurs, musique et drapeaux déployés.

16.000 marins, soldats et travailleurs assistent à la réunion.

Kalinine et Kouzmine attaquent violemment la résolution de Kronstadt, les grévistes de Pétrograd. La résolution est votée à l'unanimité moins Kalinine et Vassilieff, présidents du Comité Exécutif de Kronstadt.

LE 2 MARS

Conférence des délégués des navires, de la garnison, des ateliers, des syndicats, etc., régulièrement convoquée et annoncée dans les « Izvestia », organe officiel du Soviét. La Conférence devait prévoir les nouvelles élections au Soviét.

La Conférence critique la bureaucratie, mais refuse de prendre des mesures contre les bolcheviks et espère trouver un accord.

Le Bureau de la Conférence s'organise en « Comité Révolutionnaire Provisoire » chargé de l'ordre et de la sécurité.

Le Bureau de la Conférence s'organise en « Comité Révolutionnaire Provisoire » chargé de l'ordre et de la sécurité.

Le Bureau de la Conférence s'organise en « Comité Révolutionnaire Provisoire » chargé de l'ordre et de la sécurité.

Le Bureau de la Conférence s'organise en « Comité Révolutionnaire Provisoire » chargé de l'ordre et de la sécurité.

Le Bureau de la Conférence s'organise en « Comité Révolutionnaire Provisoire » chargé de l'ordre et de la sécurité.

Le Bureau de la Conférence s'organise en « Comité Révolutionnaire Provisoire » chargé de l'ordre et de la sécurité.

Le Bureau de la Conférence s'organise en « Comité Révolutionnaire Provisoire » chargé de l'ordre et de la sécurité.

Le Bureau de la Conférence s'organise en « Comité Révolutionnaire Provisoire » chargé de l'ordre et de la sécurité.

Le Bureau de la Conférence s'organise en « Comité Révolutionnaire Provisoire » chargé de l'ordre et de la sécurité.

Le Bureau de la Conférence s'organise en « Comité Révolutionnaire Provisoire » chargé de l'ordre et de la sécurité.

Le Bureau de la Conférence s'organise en « Comité Révolutionnaire Provisoire » chargé de l'ordre et de la sécurité.

Le Bureau de la Conférence s'organise en « Comité Révolutionnaire Provisoire » chargé de l'ordre et de la sécurité.

Le Bureau de la Conférence s'organise en « Comité Révolutionnaire Provisoire » chargé de l'ordre et de la sécurité.

Le Bureau de la Conférence s'organise en « Comité Révolutionnaire Provisoire » chargé de l'ordre et de la sécurité.

Le Bureau de la Conférence s'organise en « Comité Révolutionnaire Provisoire » chargé de l'ordre et de la sécurité.

Le Bureau de la Conférence s'organise en « Comité Révolutionnaire Provisoire » chargé de l'ordre et de la sécurité.

Le Bureau de la Conférence s'organise en « Comité Révolutionnaire Provisoire » chargé de l'ordre et de la sécurité.

Le Bureau de la Conférence s'organise en « Comité Révolutionnaire Provisoire » chargé de l'ordre et de la sécurité.

Le Bureau de la Conférence s'organise en « Comité Révolutionnaire Provisoire » chargé de l'ordre et de la sécurité.

Le Bureau de la Conférence s'organise en « Comité Révolutionnaire Provisoire » chargé de l'ordre et de la sécurité.

Le Bureau de la Conférence s'organise en « Comité Révolutionnaire Provisoire » chargé de l'ordre et de la sécurité.

Le Bureau de la Conférence s'organise en « Comité Révolutionnaire Provisoire » chargé de l'ordre et de la sécurité.

Le Bureau de la Conférence s'organise en « Comité Révolutionnaire Provisoire » chargé de l'ordre et de la sécurité.

Le Bureau de la Conférence s'organise en « Comité Révolutionnaire Provisoire » chargé de l'ordre et de la sécurité.

Le Bureau de la Conférence s'organise en « Comité Révolutionnaire Provisoire » chargé de l'ordre et de la sécurité.

Le Bureau de la Conférence s'organise en « Comité Révolutionnaire Provisoire » chargé de l'ordre et de la sécurité.

Le Bureau de la Conférence s'organise en « Comité Révolutionnaire Provisoire » chargé de l'ordre et de la sécurité.

Le Bureau de la Conférence s

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

et

LES LUTTES OUVRIÈRES

La Grève Générale peut seule affirmer l'unité ouvrière

Le Comité pour les Assises Nationales d'unité d'action syndicale s'est tenu en assemblée le 14 mars, à Paris.

L'activité déployée par les militants syndicalistes de toutes tendances, réunis autour du journal « l'Unité Syndicale » (tribune libre) est probante : 65.000 tracts ont été diffusés nationalement, depuis décembre dernier.

L'importance et la nécessité d'Assises Nationales d'unité d'action syndicale que réclament la fraction consciente des militants ouvriers, est une menace réelle pour les directions des Centrales Syndicales : la C.G.T. l'a fort bien compris, et reprend le mot d'ordre sous une autre dénomination : Conférences départementales ouvrières le 21 ou 28 mars, destinées à préparer la grève de vingt-quatre heures, et le 3 et 4 avril la Conférence nationale ouvrière.

La C.G.T. veut-elle s'engager dans la voie unitaire ? Non, car aucune préparation réelle d'organisation de ces conférences départementales n'est faite sur la base de la réelle démocratie ouvrière : comités élus ouverts à tous, au cours d'assemblées générales du personnel ; nomination de délégués recevant les directives des travailleurs : un mandat.

Donc l'artificiel de ces conférences départementales est à dénoncer ; nous devons exiger au cours de leur réunion le 21 ou 28 mars, leur dissolution — comme n'étant pas la voix des travailleurs — et leur reconversion rapide, dans les conditions d'élection et de mandatement de la véritable démocratie : celle des travailleurs.

La grève de vingt-quatre heures, dont ne veut aucune centrale syndicale, est préparée mollement par la C.G.T. qui en a lancé le mot d'ordre. La direction confédérale C.G.T., soumise aux bureaucraties, est contrainte à l'union avec tous les bons Français » car son souci majeur (comme les fascistes gaullistes et le P.C.F.) est « l'action contre la ratification des accords de Bonn et de Paris ». Il est établi que le mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures ne sera pas lancé simultanément par F.O., C.F.T.C., C.G.T.

Il est à craindre « l'envie » de C.G.T. de faire coïncider la grève de vingt-quatre heures avec la discussion de la C.E.D. à l'Assemblée Nationale. F.O. et C.F.T.C.

GENNEVILLIERS

A la Thomson

Un chef de service ayant menacé de licencier un chauffeur « coupable d'avoir eu un accident de circulation » le personnel des garages et les conducteurs ont décidé de débrayer si leur camarade n'était pas immédiatement réintégré, ce qui fut fait.

Dans une usine réputée réticente aux actions revendicatives, de tels mouvements spontanés ont lieu chaque fois qu'un camarade est victime d'une injustice flagrante. Ce qui prouve qu'il n'y a pas d'usines indifférentes à la lutte de classe.

(Groupe communiste libertaire Thomson-Houston).

ABONNEZ-VOUS

AU « LIBERTAIRE »

AMI LECTEUR ! Deviens correspondant du « LIB »

Dans la localité où tu vis, dans l'entreprise où tu travailles, il se produit chaque jour quelque événement, même d'intérêt local ; n'oublie jamais qu'il intéresse la collectivité.

En quelques lignes, en quelques phrases, et nous serons au courant de ce qui se passe dans ta localité ou dans ton entreprise.

Ami lecteur, avec toi, avec nous, tous ensemble, nous ferons de notre LIBERTAIRE, un journal prolétarien. Tu nous aideras amplement à sa diffusion plus large, à sa pénétration dans les milieux ouvriers.

Ami lecteur, tu nous aideras dans notre lutte quotidienne en devenant CORRESPONDANT DU « LIB »

P.S. Aucune information ne sera insérée dans les colonnes de notre journal si l'adresse complète du correspondant n'est pas spécifiée sur son envoi. Toutefois, notre correspondant peut utiliser un pseudonyme aux fins d'insertion.

Enterre-t-on la grève de 24 heures ?

LES ouvriers ne sont déjà pas « chauds » pour marcher avec des mots d'ordres limités. Ils pensent que les 25.166 francs méritent bien leur qualification de minimum ! Ils pensent que les patrons ne s'inquiètent guère s'ils savent d'avance qu'au bout d'une journée, les ouvriers retourneront sagement à leur établissement ! Ils pensent que la fixation de la date se fait attendre ! Ils pensent qu'ils payent leurs cotisations pour que les permanents syndicaux fassent leur travail, et que le refus d'organiser et de diriger rapidement le mouvement sous prétexte de démocratie et de respect de la volonté de la base a le goût d'une mauvaise plaisanterie !

Bref tout se passe comme si la direction de la C.G.T. n'organisait cette grève qu'à contre-cœur et s'efforçait de « refroidir » la combattivité ouvrière. Alors qu'il est indiscutable que le mouvement a été lancé sous la pression de la masse, les déclarations officielles se succèdent et on multiplie les consultations pour savoir si la masse est d'accord !

L'Humanité met en vedette, d'une façon inhabituelle, les mouvements isolés : cherche-t-elle à prouver par là qu'il n'est pas nécessaire que la grève soit générale ? Enfin bien que le bureau confédéral C.G.T. ait déclaré à propos de la grève de 24 h. — après avoir rappelé sa position sur la C.E.D. — : « Toute tentative de

faire croire que la C.G.T. veut y mêler d'autres questions sur lesquelles des divergences existent entre les centrales ne peut être considéré que comme une échappatoire, une tentative de division et de torpillage de l'action » l'Humanité juxtapose toujours les articles, sur la lutte pour les 25.166 fr. avec les articles sur la lutte contre la C.E.D. ; les autres syndicats ont alors beau jeu de crier au « mot d'ordre politique » ! Il paraît que la préparation touche à sa fin et qu'il ne reste plus qu'à fixer la date. Soucieuse de respecter la volonté des travailleurs, la direction de la C.G.T. ne fixera pas elle-même cette date, les travailleurs la fixeront eux-mêmes dans chaque entreprise. Comme il est probable que chaque entreprise trouvera une date différente, il faudra encore beaucoup de conférences pour concilier les points de vue ! Est-ce que, par hasard, la C.G.T. ne chercherait pas à gagner du temps en vue de déclencher le mouvement au moment où le débat sur la C.E.D. passera au Parlement ?

Ainsi le succès de la grève serait compromis sans que la C.G.T. puisse être mise en cause ! Décidément on ne saurait être plus machiavélique et « l'alliance avec tous les bons (patrons) français » mène à bien des bas-ses !

(JEAN-LOUIS).

Le combat paysan

L'AGITATION RURALE (V)

AVANT de vous engager plus avant dans votre étude sur la vie rurale, il nous paraît nécessaire de faire quelques mises au point.

1° D'abord, nous n'avons pas la prétention de vouloir épouser le sujet. Nous nous contentons pour le principal, d'exposer les aléas d'une contre-détermination ; mais cela ne veut pas dire qu'il nous soucie peu de ce qui se passe, par exemple, dans les contrées vinicoles. Dans l'ensemble ce n'est pas tellement ce qui est produit qui importe, puisqu'en règle générale, les petits producteurs ont à subir les mêmes

mauvaises pratiques d'un même régime ;

2° Le malaise paysan est indéniable, notre but est de démontrer quelles en sont les raisons : a) sur le plan économique ; b) politique ; c) social ;

3° Nous tentons de réformer le jugement du citadin, qui a tendance à mépriser le rural, le cul-terreux gagneur de gros sous ; cliché stupide, jugement simpliste ;

4° Nous voulons démontrer que la différence entre citadins et ruraux est artificielle, et ne peut profiter qu'aux dirigeants. QUELS SOIENT les zones de salaires permis de jolis profits fiscaux, A.S., etc...) par l'animosité de celle qui sert à entretenir. Que la méconnaissance de la question paysanne — qui n'est que partie d'un tout : le problème social — risque de jeter les ruraux dans les bras du fascisme si les citadins manquent de vigilance ;

5° Nous voulons prouver que dans le système économique ACTUEL, il n'y a aucune issue pour la grande masse des agriculteurs.

Lorsque nous parlons d'agitation rurale, nous ne voulons pas dire que les paysans sont prêts à massacrer les fauteurs de leur situation actuelle. Mais le mécontentement qui gonfle chaque jour un peu plus — pour mille raisons — fait qu'il existe une tension qui laisse prévoir que le paysan n'est pas décidé à accepter, sans réagir violemment, un quelconque minimum vital.

On oublie, trop souvent, que le sens de la dignité — inhérent à l'homme des champs — va de pair avec celui de l'indépendance. Que s'il existe tant de petits possédants qui s'accrochent à leurs terres, c'est tout autant pour assurer la matérielle que pour garantir une indépendance que les lois rétrécissent de plus en plus.

Trop souvent, le citadin en est encore au roman de Zola (*La Terre*). Les choses à la ville comme aux champs ont évolué depuis. De plus,

celui qui a quitté le bourg il y a quelques années, ou celui qui regarde la campagne pendant les vacances ne peuvent sentir la situation. C'est pourquoi nous nous attachons à rapporter le plus objectivement possible des faits qui nous semblent de nature à changer brutalement la face des choses. On nous excusera si nous sommes lents à développer nos thèses.

(A suivre.)

CARAL.

Licenciements au chantier de Bioux

Le samedi 27 février, l'entreprise Boussiron licencie 23 employés, dont un délégué du personnel. 50 licenciements supplémentaires sont prévus, ce qui fera 73 nouveaux chômeurs à Mâcon. Les délégués du personnel se sont rendus à la Mairie. MM. Escande et Marceau leur ont promis d'ouvrir un chantier début mars. Nous sommes obligés de constater que rien n'a encore été fait. Le Préfet n'a pas non plus répondu depuis à une lettre des délégués. Les travailleurs mâconnais doivent réfléchir au fait très grave pour la liberté d'expression ouvrière qui consiste à licencier un délégué avant la fin de son mandat. Car cette atteinte au droit des ouvriers a été approuvée par l'inspecteur départemental du Travail qui s'en réjouissait ouvertement sur le chantier avec le garde-chiourme Da Costa. Nous savons que ces messieurs de l'entreprise Boussiron ont traité les délégués de « salauds », les accusant de freiner le travail par leurs démarques syndicales. M. Da Costa, dévoué aux ordres du patron, voudrait que les travailleurs crèvent à la tâche pour augmenter sa paye et les mettre à la rue ensuite. La classe ouvrière jugera.

Un délégué syndical de Bioux. (Correspondant.)

Revue de la Presse ouvrière

« Travail et Liberté », des syndicats indépendants, est un journal assez souvent bizarre ; est-il ou n'est-il pas colonialiste.

Les événements sanglants qui se sont déroulés à Paris, place de la Nation, le 14 juillet dernier, sont montrés dans une certaine propagande exploitant à la fois la douleur de la situation des travailleurs nord-africains et rappelant, une fois de plus, l'existence d'un problème extrêmement urgent.

Les chômeurs nord-africains deviennent, en effet, très facilement la proie d'une certaine propagande antisfrançaise.

Si on ne remédie pas à tel état de chose, on ne devra manifester aucune surprise le jour où un mouvement de révolte éclatera en Algérie. Ceci peut même nous conduire à la perte irrémédiable de tous les territoires nord-africains.

Et si *Travail et Liberté* s'insurge c'est bien contre la lutte d'émancipation des peuples coloniaux à travers le P.C. qui a oublié Lille 1926, au V^e Congrès rapport :

« Etablir un contact plus étroit avec les masses indigènes et apporter un appui plus effectif aux mouvements révolutionnaires des colonies dirigés contre l'impérialisme français sans toutefois que la partie fusionne avec le mouvement colonialiste ce qu'il ramènerait à abandonner son propre rôle qui est l'assassinat des coloniaux qui sont en France pour former des cadres pour les mouvements révolutionnaires des colonies. »

Les communistes libertaires peuvent prendre ces consignes comme valables, et leur appui et soutien critique de la lutte anticolonialiste va bien dans le sens révolutionnaire.

« Force Ouvrière » parle beaucoup de travail forcé en Algérie, ce problème, qui est le fait de l'impérialisme russe, et américain, semble être à sens unique chez les pro-américains du bureau fédéral F.O. Nous reconnaisons, et savons, les conditions inhumaines des camps de travail forcés de Sibérie, de Bulgarie... Mais nous ne pouvons nier néanmoins qu'il n'y ait pas travail forcé dans le camp des « tenants de la liberté ». Et du « Peuple », organe C.G.T., nous extrayons :

LE TRAVAIL FORCE AUX COLONIES

M. Boganda, député de l'Ouanguichari, écrit à propos de ce territoire dans « l'Observateur » du 12 novembre 1953 : « Ici tout est lié à la culture obligatoire du coton. Les militaires sont envoyés dans les villages pour forcer la population à planter du coton, et cela leur fournit une excellente occasion de razzia, de viol, d'amendes, de coups, de blessures, d'assassinats, le tout encouragé par la protection des administrateurs des colonies. » La culture du coton obligatoire sous peine d'amende et d'emprisonnement, a été imposée et reste obligatoire parce qu'elle permet à l'Afrique de s'acquitter du tribut annuel appelé « impôt de capitulation ». Et M. Boganda ajoute qu'on oblige parfois les paysans à payer deux ou trois fois l'impôt au cours d'une seule année.

Michel MULOT.

S'informer pour mieux combattre

La mise à pied temporaire d'un salarié est admis par les tribunaux !

DES CONDITIONS TRES STRICTES ENTOURENT L'APPLICATION DE CETTE SANCTION

La mise à pied est une sanction grave puisqu'elle a pour conséquence de priver le salarié, coupable d'une faute, de son emploi, donc de son salaire pendant plusieurs jours.

LES CRITIQUES

En raison des conséquences de cette sanction, certains tribunaux (Conseil de Prud'hommes et tribunaux civils) ont dénié à l'employeur le droit de mettre à pied un salarié :

— soit en invoquant l'article 22 b. du livre I du Code du travail qui interdit aux employeurs de recourir aux amendes pour sanctionner les manquements aux prescriptions d'un règlement intérieur (assimilation de la privation du salarié à une amende) ;

— soit en déclarant que l'employeur ne pouvait se faire justice lui-même (l'employeur co-contractant au contrat de travail ne pouvant être juge et partie) ;

— soit encore en estimant la mise à pied illégale parce que le salarié est privé de son emploi, mais reste lié à son employeur puisque son contrat est seulement suspendu (Violation du droit reconnu du salarié de disposer librement de ses facultés de travail).

Ces jugements avaient laissé planer un doute sur le caractère « légal » de la mise à pied et certains employeurs hésitaient à recourir à cette sanction qui, tout en étant grave de conséquences, l'est moins que le licenciement du salarié fautif.

LA JURISPRUDENCE ACTUELLE

Il n'y a plus de controverse possible maintenant, car la cour de Cassation, dans plusieurs arrêts intervenus en février 1953 (deux le 19 février et deux le 26 février) a reconnu à l'employeur un pouvoir disciplinaire sous la seule réserve du contrôle de l'autorité judiciaire.

Se basant sur ce pouvoir disciplinaire de l'employeur, la cour de Cassation reconnaît au chef d'entreprise la possibilité de recourir, à titre de sanction, à la mise à pied d'un salarié coupable d'une faute d'une certaine importance. Les tribunaux ont seulement pouvoir d'apprécier si l'employeur n'a pas outrepassé ses droits. Ils n'ont donc plus à juger si la mise à pied est légale (puisque l'est) mais seulement à voir si elle est justifiée du fait de la faute invoquée.

Prochain numéro du libertaire

le

8 AVRIL 1954

Le gérant : Robert JOULIN.

Impr. Centrale du Croissant, 19, rue du Croissant, Paris-2.